



Briefings de Bruxelles sur le développement rural
Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Briefing n° 21
Géopolitique de l'alimentation : Implications pour les pays ACP

<http://bruxellesbriefings.net/>

Biographies des intervenants

Jean-Pierre Boris - RFI

Journaliste depuis la fin des années 1970, Jean-Pierre Boris est entré à RFI en 1982. Il a longtemps couvert l'actualité latino-américaine, depuis l'insurrection sandiniste au Nicaragua, le soulèvement populaire contre le général Pinochet au Chili, la guérilla du Sentier Lumineux au Pérou jusqu'aux dernières élections générales au Mexique. Cet intérêt a donné lieu à deux livres « Fuir l'Equateur, une histoire de clandestins » et « Parce qu'ils l'ont trahie » consacré à Ingrid Betancourt. A partir de 1998, Jean-Pierre Boris travaille plus particulièrement sur l'économie politique des matières premières. Pendant sept ans, jusqu'en 2005, il est l'auteur d'une chronique quotidienne sur les antennes de RFI sur les matières premières. Par la suite, il publie deux ouvrages consacrés à ce sujet : *Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières – 2005*, et *Main basse sur le riz*, paru en 2010. Jean-Pierre Boris est aussi le co-auteur du documentaire portant le même nom et diffusé sur Arte. Ce documentaire a obtenu le « FIPA d'or » au Festival International des Productions Audiovisuelles, à Biarritz, en janvier 2010. Jean-Pierre Boris couvre depuis trois ans l'actualité économique africaine. Il rentre du Ghana.

Sylvie Brunel - Paris IV, Sorbonne

Géographe, économiste et écrivain française, Sylvie Brunel est spécialiste des questions de développement et de sécurité alimentaire. Professeur de géographie à l'université Paul-Valéry de Montpellier, à l'Institut d'études politiques de Paris puis à Paris-Sorbonne Paris IV où elle dirige un master professionnel consacré aux pays du Sud face au développement durable. Agrégée en géographie, docteur en économie, Maître en Droit public et diplômée du Centre de formation des journalistes. De 1984 à 1989, Sylvie Brunel travaille pour Médecins sans frontières, puis de 1989 à 2002 pour Action contre la faim (ACF) en tant que conseillère stratégique, directrice et présidente. Elle a été élue "femme de l'année" en 1991 et elle prend part à un groupe d'experts, sur le développement de l'Afrique, auprès du Secrétaire général des Nations Unies de 1991 à 1996. Elle a également été membre du Haut conseil de la coopération internationale. Elle est aujourd'hui administratrice de la Fondation Farm et membre associée de l'Académie royale de Belgique. Elle a publié une vingtaine d'ouvrages consacrés au développement. Mme Brunel a reçu le titre de Chevalier de la Légion d'Honneur en 2002.

Mohamed Ibn Chambas - Groupe des Etats ACP

Mohamed Ibn Chambas est le Secrétaire général du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) depuis le 1^{er} mars 2010. Il a été Président de la Commission et Secrétaire exécutif de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de février 2002 à février 2010.

En tant que dirigeant de la CEDEAO, composée de quinze pays membres, M. Chambas a réussi à faire de la CEDEAO une organisation régionale modèle en Afrique. Sous sa direction, l'Organisation a adopté une nouvelle vision stratégique et commencé une profonde restructuration de ses institutions afin de les rendre plus adaptées aux besoins des États membres, et ce dans le cadre du développement et de l'intégration de la région. Avant de diriger le Secrétariat de la CEDEAO, M. Chambas a siégé au parlement du Ghana, où il fut à plusieurs reprises Premier Speaker adjoint au Parlement et présida diverses commissions. Il fut également vice-ministre aux ministères des affaires étrangères et de l'enseignement supérieur de son pays. En dehors du Ghana, M. Chambas a aussi travaillé aux États-Unis. Il a notamment enseigné à l'Oberlin College, dans l'Ohio, et a exercé le droit au sein de la Greater Cleveland Legal Aid Society et au cabinet Forbes, Forbes & Teamor de Cleveland. Il a également siégé de 1997 à 2001 au Conseil de l'Université Cornell, devenant ainsi le premier Africain à faire partie du Conseil de la prestigieuse université américaine.

Olivier De Schutter - Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

Olivier De Schutter a été nommé en mars 2008 rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, exerce ses fonctions depuis le 1er mai 2008. Durant son mandat de trois ans, il est chargé, de suivre sur l'évolution du droit à l'alimentation, et de faire rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil des Droits de l'Homme. Spécialisé en droits de l'homme, il est professeur à l'Université Catholique de Louvain et au Collège d'Europe (Natolin, Pologne). Il est professeur invité à la Columbia University et membre de la Global Law School Faculty de l'Université de New York. Il a été le secrétaire général de la Fédération internationale de la Ligue des Droits de l'Homme.

Ousmane Djibo - NEPAD

Ousmane Djibo coordonne le programme phare sur la gestion durable des ressources foncières et aquifères de la NPCA, qui regroupe le secrétariat TerrAfrica, le Nouveau partenariat pour le développement africain (NPDA), le programme de renforcement des capacités des communautés économiques régionales (CER) du PNUD et l'initiative agricole africaine sur le changement climatique. Auparavant, il a travaillé comme coordinateur sur le Programme détaillé pour le Développement de l'Agriculture africaine (CAADP) en Afrique occidentale et centrale. Avant de rejoindre le secrétariat du NEPAD en 2008, il était en charge du micro-financement et de l'agro-industrie au sein du programme agricole de la GTZ au Burkina Faso. Il est titulaire d'un master en économie agricole de l'Université de Marburg (Allemagne) et en économie du développement de l'Université de Ouagadougou (Burkina Faso).

Hafez Ghanem - FAO

Hafez Ghanem - titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de la Californie, à Davis - est un spécialiste du développement doté d'une grande expérience de l'analyse des politiques, de la formulation de projets, de la supervision des institutions multinationales et de leur gestion. Il a travaillé dans différentes régions: Afrique, Europe et Asie centrale, Moyen-Orient et Afrique du Nord, et en Asie du Sud-est. Il est depuis 2007 Sous-Directeur général du Département du développement économique et social de la FAO, en charge des travaux d'analyse de l'Organisation dans divers domaines: sécurité alimentaire, développement agricole, commerce et marchés, questions de parité et d'équité hommes-femmes, et statistiques. Il produit trois publications phare de la FAO: *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* et *La situation des marchés des produits agricoles*. Avant d'entrer à la FAO, il a travaillé pendant 24 ans à la Banque Mondiale comme économiste principal, pour l'Afrique de l'Ouest et de l'Asie du Sud. M. Ghanem a signé de nombreuses publications dans des revues spécialisées dont le Rapport sur le développement dans le monde de 1995.

Michael Hailu –CTA

M. Michael Hailu, de nationalité éthiopienne, est le directeur du Centre Technique de coopération Agricole et rurale (CTA). M. Hailu compte plus de 25 années d'expérience professionnelle en Afrique et en Asie en gestion des communications et du savoir dans le domaine de l'agriculture et autres domaines

différents. Avant de rejoindre le CTA, fin mai 2010, M. Hailu était Directeur de la Communication et membre de l'équipe dirigeante du World Agroforestry Centre (Centre mondial de l'agroforesterie) basé à Nairobi, Kenya. Entre 1999 et 2007, M. Hailu a vécu et travaillé en Indonésie en tant que Directeur des services d'information du Centre de recherche forestière internationale (CIFOR). M. Hailu est titulaire d'un diplôme en sciences de l'information et en économie de l'Université de Pittsburgh – États-Unis, et de l'Université d'Addis-Abeba – Éthiopie. Il a également suivi une formation en leadership stratégique à la Graduate School of Business de l'Université de Stanford.

Hans Herren - Millennium Institute/IAASTD

Hans Herren, scientifique internationalement reconnu, est président du Millennium Institute (MI) depuis mai 2005. Tout au long de sa carrière professionnelle, le Dr Herren a développé et mis en œuvre des programmes sur la santé humaine, animale, végétale et environnementale dans leurs rapports aux questions liées aux insectes. Par ailleurs, il a conçu et mis en œuvre un programme de contrôle biologique très efficace qui a permis de sauver le manioc africain et a empêché la pire crise alimentaire de l'histoire africaine. Par la suite, Hans Herren s'est focalisé sur le développement durable intégré, en particulier sur les liens entre les questions de santé environnementale, végétale, animale et humaine. Il a obtenu un doctorat au Federal Institute of Technology de Zurich, en Suisse, et a été récompensé à de nombreuses reprises pour ses réussites remarquables et continues en recherche originale. Il participe aux conseils de nombreuses organisations, assumant notamment la coprésidence de l'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD) et la présidence de Biovision, une fondation suisse engagée dans le développement écologique.

Doaa Abdel Motaal - OMC

Doaa Abdel Motaal est conseillère au cabinet du directeur général de l'OMC, en charge de plusieurs sujets, notamment des négociations agricoles et environnementales de Doha. Avant de rejoindre le cabinet du directeur général, elle a travaillé durant huit ans au département de l'OMC en charge du commerce et de l'environnement. Elle était secrétaire du groupe de négociation sur l'environnement dans le cadre des négociations de Doha. Elle possède un doctorat en développement de l'Université de Genève, un mastère en environnement et en développement de l'Université de Cambridge et un diplôme en économie du Swarthmore College de Pennsylvanie. Sa thèse de doctorat portait sur le rôle de la science et de l'évaluation des risques dans la réglementation de l'OMC.